

# Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

## ■ Irak

### Efforts pour faciliter l'intégration des diverses communautés ethniques et factions religieuses

Depuis 1980, l'Irak a connu des guerres – les deux guerres du Golfe, la guerre en Irak – et des actes terroristes à répétition, qui ont ravagé une bonne partie de son infrastructure socioéconomique. Si l'Irak se classe au troisième rang mondial par l'importance de ses réserves de brut, il demeure beaucoup trop tributaire de cette ressource : le commerce du pétrole y génère en effet 90 % du revenu national. Ainsi, les finances irakiennes subissent durablement la volatilité des prix du pétrole.

L'aide apportée par la JICA à l'Irak s'appuie sur une stratégie globale en trois volets – coopération technique, aide sous forme de prêts et aide non remboursable – dans les domaines suivants :

- 1) renforcement des secteurs pétrolier, gazier, agricole, manufacturier et minier pour tirer la croissance économique ;
- 2) revitalisation du secteur privé via la reconstruction du réseau électrique et la mise en place d'infrastructures de transports et de communications ;
- 3) amélioration de la qualité de vie par la construction de réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, et amélioration de la qualité des services sanitaires et éducatifs ; et
- 4) renforcement des pratiques de gouvernance pour doter l'administration de bases solides, et développement des ressources humaines.

Au cours de l'exercice 2008, le Japon a notamment soutenu par des prêts d'APD le projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau de la région du Kurdistan. Ce projet prévoyait la construction de nouvelles infrastructures hydrauliques pour remplacer les

installations existantes, délabrées, et l'amélioration de l'approvisionnement en eau dans cette région. Autre exemple : dans le cadre de ses programmes de formation, la JICA a accueilli en mars 2009 le 3ème Séminaire sur le partage des connaissances et des expériences. Elle y a convié des parlementaires irakiens issus de différents partis politiques et factions religieuses (musulmans chiites et sunnites, notamment), sans oublier des représentants du Kurdistan. L'objectif était d'œuvrer en faveur d'une plus grande stabilité et d'encourager une approche collective de la reconstruction en Irak. Au programme : conférences et séminaires à Tokyo, visites d'Hiroshima et de Kobe, débats sur la façon dont le Japon a mené à bien sa reconstruction après la deuxième guerre mondiale et diverses catastrophes naturelles.

La sécurité publique et la gouver-

## Exemple

### Autorité palestinienne Projet d'amélioration de la santé reproductive, centré sur la santé maternelle et infantile en Palestine

#### Guide de santé maternelle et infantile (SMI) – Entretenir les liens de la vie

Les habitants des territoires palestiniens, sous occupation israélienne, sont confrontés à une multitude de problèmes : blocus économique, « mur de séparation » haut de trois mètres, extension des colonies de peuplement israéliennes, barrages routiers et postes de contrôle (ou checkpoints), couvre-feux diurnes qui restreignent considérablement leur mobilité et leur activité économique, et leur imposent des conditions de vie très difficiles. En particulier, la « barrière de séparation » construite unilatéralement par Israël, empiète sur les territoires autonomes, empêchant les Palestiniens de se mouvoir librement, même d'un point à un autre de ces territoires. Hormis quelques rares exceptions, les déplacements sont très restreints. Cette zone est hérissée de checkpoints, et il arrive que des femmes enceintes mettent au monde leur bébé dans les longues files d'attente qui se forment pour les franchir. Les fermetures fréquentes de points de contrôle peuvent avoir de graves conséquences pour les femmes enceintes et pour les enfants qui vivent dans les territoires palestiniens.

L'hôpital de Jéricho, dont la construction a été financée par une aide japonaise, accueille environ 80% des naissances du Gouvernorat de Jéricho (en Cisjordanie). Or, en raison des fermetures de checkpoints, il faut parfois plusieurs heures, voire une journée entière pour atteindre Jéricho ; de plus, la « barrière de séparation »

empêche souvent les mères et leurs bébés d'arriver jusqu'aux centres de soins. Et quand ces femmes et leurs enfants parviennent à rejoindre un autre centre, le personnel médical n'est pas toujours en mesure de leur dispenser les soins appropriés, car il n'a pas leur dossier sous la main. Face à cette situation, la JICA a défini une région pilote comprenant une partie du Gouvernorat de Jéricho et de Ramallah (Gouvernorat de Ramallah et Al-Bireh) pour y lancer en août 2005 son projet d'amélioration de la santé reproductive, centré sur la santé maternelle et infantile en Palestine. Un volet de ce projet prévoyait la distribution de guides de santé maternelle et infantile (SMI). Ces documents, où sont consignées les informations médicales les plus importantes, ont permis d'améliorer sensiblement la prise en charge de la santé des mères et des enfants dans ces territoires. Le guide de SMI n'est autre qu'un passeport santé pour les mères et leurs enfants. Il permet de réunir tous les éléments de leur dossier médical dans un même document, et de retracer les examens subis dans les différents centres de santé. Grâce à cet outil, le personnel médical a sous les yeux les derniers résultats d'examens et les observations les plus récentes, ce qui lui permet de poser un meilleur diagnostic et d'adapter son traitement. Parallèlement, les services de santé maternelle et infantile ont été uniformisés entre les différents centres de santé des territoires palestiniens. Munies de ce simple document, les femmes peuvent aujourd'hui se rendre en compagnie de leurs enfants dans n'importe quel centre de santé – qu'il soit géré par des ONG ou par le ministère de la Santé – pour y subir des examens ou y suivre un traitement. En janvier 2008, la JICA a franchi une étape importante avec l'impression de 120 000 exemplaires de la version palestinienne du guide de SMI – ce nombre suffit

en effet à couvrir la totalité des naissances dans les territoires autonomes.

Devant la réussite de ce projet, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a demandé le lancement d'un service similaire ; peu de temps après, la JICA a donc mis en œuvre ses guides de SMI dans un camp de réfugiés UNRWA en Jordanie. L'agence a également démarré en novembre 2008 la phase 2 de son projet, qui s'étalera sur une période de quatre ans au total. S'il subsiste de nombreux défis – généraliser l'usage du guide de SMI, poursuivre la formation de personnel de santé, développer l'éducation sanitaire, parvenir à l'autonomie financière, tisser des liens de collaboration avec des entités médicales privées, mettre en œuvre ce projet dans la bande de Gaza, totalement isolée – tous les intéressés ont foi dans la réussite de ce projet.



Salle d'attente du centre de santé maternelle et infantile (SMI) d'un camp de réfugiés

nance locale en Irak ayant connu une certaine amélioration durant l'exercice 2008, la JICA a décidé de créer un bureau dans ce pays ; elle a commencé par envoyer du personnel japonais à Erbil, la capitale de la région du Kurdistan, dès mars 2008. L'Agence compte poursuivre ses efforts pour la reconstruction de l'infrastructure socioéconomique, sans cesser d'entretenir un dialogue étroit avec ce pays.

**■ Autorité palestinienne**  
**Indépendance économique pour accélérer le processus de paix**

La réunion du comité de liaison ad hoc pour l'assistance aux Palestiniens, qui s'est tenue au niveau ministériel, a eu lieu à New York en septembre 2008. Les membres du comité y ont réaffirmé la poursuite du processus de paix, en continuité avec la conférence sur la paix au Moyen-Orient qui s'est tenue à Annapolis l'année précédente ; ils ont confirmé la nécessité des programmes d'aide destinés aux Palestiniens. Dès l'exercice 2005, la JICA a mis en œuvre des projets de coopération technique dans les domaines suivants : autonomisation des administrations locales, santé maternelle et

infantile, et gestion des déchets. Ces efforts ont contribué à améliorer la qualité des services assurés par l'Autorité palestinienne, ainsi que les conditions de vie de la population, principalement dans la région de Jéricho.

Le concept de « Corridor pour la paix et la prospérité » s'appuie sur l'idée suivante : il importe de soutenir le renforcement de la confiance entre Israël et les pays arabes pour instaurer la paix dans la région, et de pourvoir à l'instauration d'un développement économique durable par le biais de la coopération interrégionale. Dans cette

**Exemple**

**Égypte**  
**Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST)**

**Former des experts scientifiques et technologiques en développant leur compétences pratiques : Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST)**

L'enseignement universitaire en Égypte est confronté à deux grands défis : un nombre croissant d'étudiants et une baisse de qualité de l'enseignement. L'Université du Caire, la plus prestigieuse du pays, peine elle aussi à maintenir un enseignement de qualité. Plus de 260 000 étudiants y sont inscrits. En faculté de technologie, par exemple, on compte 30 élèves par professeur. Comme on le déplore depuis un certain temps, la qualité des cours dispensés dans les universités égyptiennes et les conditions d'apprentissage se dégradent à mesure que les effectifs étudiants augmentent.

De plus, à l'issue de leurs études en Égypte, bon nombre de diplômés des disciplines scientifiques et technologiques se rendent à l'étranger pour y suivre un troisième cycle d'études ou travailler dans des établissements de recherche. Ils ont alors tendance à y rester pour s'y faire embaucher ou bénéficier d'un enseignement de pointe et de ressources étendues pour leurs travaux de recher-

che ; ce phénomène vient aggraver la pénurie croissante de personnel possédant des connaissances et un bagage technique de haut niveau sur le territoire égyptien.

En 2004, soucieux d'améliorer la qualité de l'enseignement scientifique et technologique, le gouvernement égyptien s'est tourné vers le Japon. Il souhaitait qu'on l'aide à créer un concept lui permettant d'offrir un niveau conforme aux standards internationaux en matière d'enseignement et de recherche. L'État égyptien a pris part avec enthousiasme aux études et aux discussions pour l'élaboration conjointe d'un nouveau modèle d'université. Une fois confirmée la faisabilité du concept, la JICA a lancé en octobre 2008 son projet de création d'une « Université égypto-japonaise pour les sciences et la technologie (E-JUST) ». Le concept d'E-JUST est le suivant : proposer un enseignement d'application pratique de niveau international en privilégiant les classes à effectifs réduits pour les étudiants de premier et troisième cycle, et pour les activités de recherche. Il s'inspire du modèle japonais d'enseignement des sciences et de la technologie, qui fait la part belle à la recherche. Université d'État, l'E-JUST dispensera ses premiers cours aux étudiants de maîtrise et de doctorat dès février 2010.

Pour créer l'E-JUST, douze universités japonaises – réunies au sein du consortium universitaire japonais, Japanese Supporting University Consortium ou JSUC – ont collaboré avec les milieux



Site retenu pour la construction du nouveau campus

d'affaires japonais et les ministères concernés. Il s'agit d'une aide complète allant de la conception des bâtiments à l'organisation et au fonctionnement des activités d'enseignement et de recherche. Outre l'importance accordée à la recherche dans son modèle d'enseignement, l'E-JUST offrira des programmes d'études intersectoriels et pluridisciplinaires visant à développer les aptitudes pratiques et la créativité des étudiants. Priorité sera donnée à l'enseignement de troisième cycle, l'objectif étant d'accueillir des étudiants étrangers originaires d'autres pays d'Afrique, du Moyen-Orient et du Maghreb, et de démarrer ultérieurement des programmes d'échange avec des universités japonaises.

**La voix des homologues**

Nous ne ménageons pas nos efforts dans notre collaboration avec le Japon

Voici les principaux objectifs et missions de l'E-JUST pour l'Égypte, les pays arabes voisins et les pays africains :

- 1) Former des ressources humaines en vue de créer des emplois, et d'améliorer les compétences et les savoirs ;
- 2) L'accent étant mis sur les petites et moyennes entreprises et sur le secteur public, sensibiliser et encourager la participation à la recherche scientifique et à la création de biens intellectuels ;
- 3) Consolider les atouts des pays arabes et africains en renforçant l'enseignement égypto-japonais et les échanges culturels entre ces pays et le Japon.

L'E-JUST s'efforcera de coopérer avec nos partenaires japonais pour atteindre son but : devenir le centre d'excellence de la région.

Président du comité exécutif en charge du projet  
 Président par intérim de l'E-JUST  
 Professeur Ahmed Khairy



optique, la JICA assure une coopération technique visant à améliorer les technologies agricoles, et elle conduit des études relatives à la construction d'un futur parc agro-industriel et à la gestion intégrée des ressources hydriques dans la vallée du Jourdain. Ces programmes d'aide visent à développer l'agriculture et les activités connexes, qui sont la clé de voûte de l'économie locale dans la vallée du Jourdain (et la région de Jéricho). Ces programmes sont mis en œuvre de

manière à accroître l'efficacité des projets et à susciter une collaboration organique, tout en assurant un soutien en matière de gouvernance, d'agriculture et de tourisme.

Durant l'exercice 2008, la JICA a lancé le projet de développement (durable) du tourisme à Jéricho et dans la vallée du Rift du Jourdain (voir page 84). Ce projet s'appuie sur une étude de développement détaillée conduite au préalable sur Jéricho et la vallée du Jourdain. La JICA réalise ce

projet en collaboration avec le ministère palestinien du Tourisme et des Antiquités ainsi qu'avec des ONG locales.

Par ailleurs, dans la bande de Gaza, elle se concentre sur des activités de coopération ultérieure, comme le soutien à l'association d'anciens participants à des formations de la JICA, car la situation sécuritaire et l'instabilité politique ne permettent pas d'y envoyer des experts japonais.

### Exemple

#### Tunisie

#### Projet de construction du pont Radès-La Goulette

##### Timbres représentant le pont Radès-La Goulette

L'agglomération de Tunis (Grand Tunis), la capitale de la Tunisie, compte 2,3 millions d'habitants, soit plus d'un cinquième de la population nationale. Cette région où se concentre l'activité économique de la Tunisie est toutefois coupée en deux (une partie nord, une partie sud) par le lac et le canal de Tunis. Pour aller du nord au sud de l'agglomération, il faut emprunter les routes encombrées qui traversent le centre de Tunis, ou le ferry qui dessert les ports de Radès et de La Goulette. Or, le ferry ne circule qu'à certaines heures et ne peut accueillir qu'un nombre limité de véhicules. La plupart des automobilistes choisissent donc de passer par le centre de Tunis, ce qui engendre pollution et congestion du trafic. Compte tenu du futur accroissement de l'activité économique et de la demande touristique dans la région, et des prévisions d'augmentation du trafic automobile à travers le centre du Grand Tunis en relation avec les projets de développement autour du lac de Tunis, la ville de Tunis aspire à des solutions permettant de remédier aux embouteillages et aux problèmes d'environnement. La JICA a conduit des études pour analyser la situation, et contribué par des prêts d'APD au financement du projet de construction du pont Radès-La Goulette. Ce projet se fonde sur une étude de plan directeur ayant pour objectifs de décongestionner le trafic



Le pont Radès-La Goulette

routier et d'améliorer la qualité de l'environnement dans la métropole tunisienne. Il s'agit en outre du premier projet de développement d'infrastructure à grande échelle réalisé en Tunisie. Ce pont à deux fois deux voies, d'une longueur totale de 260 m, a été achevé durant l'exercice 2008. Sa construction a bénéficié de compétences techniques japonaises de haut niveau. Cet ouvrage permet de relier La Goulette au nord à Radès au sud, et constitue un maillon essentiel du boulevard périphérique desservant les banlieues sud-est et nord-ouest de la capitale.

Maintenant qu'il existe un pont entre les deux ports, les projets de développement portuaire devraient s'accélérer et le développement

économique s'intensifier sur les rives nord et sud du lac de Tunis. Ce projet vise à réduire de 30 % la congestion du centre-ville, et à diminuer ainsi la quantité de polluants atmosphériques comme les oxydes de soufre (SOx) et d'azote (NOx), ce qui ne peut qu'améliorer la qualité de l'environnement urbain.

L'année 2006 a marqué le 50e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et la Tunisie. Pour commémorer cet événement, la Tunisie a émis un timbre représentant le pont Radès-La Goulette. Qui peut encore douter de l'importance que ce pays attache à l'aide japonaise ?

#### Témoignage d'un habitant

C'est fantastique ! Mes temps de trajet et mon stress ont considérablement diminué.

- J'habite à 10 km du centre de Tunis. Tous les matins, je devais prendre le ferry (El Battah) pour aller travailler au nord de Tunis (à La Goulette), sur l'autre rive. Il me fallait un certain temps pour débarquer du ferry, au milieu d'un flux compact de voitures et de passagers. Depuis l'ouverture du pont, je mets beaucoup moins de temps et je suis bien moins stressé. Je ne peux que m'en réjouir !
- Le pont Radès-La Goulette est un grand et bel ouvrage. Ceux qui l'empruntent garent souvent leur voiture en son milieu pour apprécier la vue imprenable sur le lac de Tunis.
- Depuis que je passe par le pont Radès-La Goulette, je peux me rendre facilement et commodément dans la banlieue de Tunis.

# Afrique

## Accélérer les projets d'appui à l'autonomisation pour favoriser le changement et la croissance en Afrique

L'année 2008 a été marquée par la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) et par le sommet du G8 à Hokkaido Toyako. Ces deux événements ont focalisé l'attention sur les enjeux du développement africain. Ils ont été suivis d'un certain nombre de débats internationaux sur les mesures à prendre pour éliminer la pauvreté et soutenir la croissance économique dans cette partie du globe. L'Afrique reste en effet confrontée à une multitude de problèmes. Durement touchée par la crise financière mondiale, elle connaît une situation économique de plus en plus difficile. Ceci dit, elle s'achemine inévitablement vers un avenir plus serein, à mesure que le processus d'appropriation progresse. Dans un tel contexte, la JICA travaille conjointement avec la communauté internationale pour promouvoir des projets soutenant le développement autonome de l'Afrique.



### Piliers de l'aide Suivi et soutien du plan d'action de Yokohama conçu par la TICAD IV

La quatrième édition de la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) s'est tenue à Yokohama, dans la préfecture de Kanagawa, du 28 au 30 mai 2008. (Voir « Dossier : Le développement de l'Afrique ») Le plan d'action de Yokohama adopté lors de la TICAD IV privilégie la recherche de solutions aux trois problèmes ci-après via l'extension du partenariat entre la communauté internationale et l'Afrique.

#### 1. Accélérer la croissance africaine

- Mise en place d'infrastructures transfrontalières, notamment énergétiques et de transport ; extension du projet de poste frontalier à guichet unique (pour en savoir plus, lire « Exemple : Projet de renforcement des capacités des administrations des douanes de la région d'Afrique orientale »)
- Soutien à l'amélioration de la productivité agricole, plus particulièrement dans le secteur rizicole, et accroissement des disponibilités alimentaires via la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (Coalition for African Rice Development ou CARD)

#### 2. Intégrer la notion de sécurité humaine

- Appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (construction d'écoles élémentaires, lutte contre les maladies infectieuses, accès à de l'eau salubre, etc.)
- Appui aux projets de développement et de reconstruction qui contribuent à la stabilité régionale, à une paix durable et à une bonne gouvernance

#### 3. Prise en compte des problèmes liés à l'environnement et aux changements climatiques

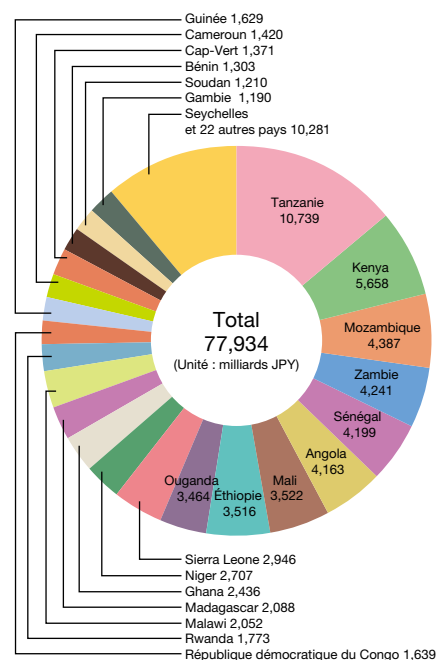
• Conception et mise en œuvre de projets relevant du « partenariat Cool Earth »

En dépit de problèmes persistants comme la pauvreté, la faiblesse de la productivité agricole et l'inadéquation des infrastructures, l'économie africaine a connu une croissance stable ces dernières années ; elle a en effet bénéficié de la hausse des investissements en provenance d'autres régions du globe après la résolution de divers conflits régionaux, et de l'envolée des prix du pétrole et des minerais, qui comptent parmi ses ressources. Certains pays d'Afrique ont ainsi enregistré des taux de croissance annuels supérieurs à 5%. Cela étant, la crise économique et financière qui a récemment ébranlé la planète pèse de plus en plus sur la politique, l'économie et la société africaines. Or, nul ne pouvait prévoir cette crise et ses conséquences lors de la tenue de la TICAD IV.

Face à cette situation, la JICA a doté son département Afrique d'un bureau de suivi de la TICAD IV en octobre 2008. Ce bureau est chargé de vérifier l'efficacité de l'aide fournie par la TICAD IV et l'engagement des pays donateurs ; il doit également assurer l'élaboration et la coordination des plans généraux de la JICA pour le suivi des initiatives de la TICAD IV. Grâce au lancement de ce nouveau bureau, l'Agence est à même d'appréhender et d'analyser avec davantage de précision les nouveaux besoins d'aide des différents pays africains, avec le concours de ses bureaux à l'étranger.

#### Répartition de l'aide de la JICA en Afrique (Exercice 2008)

Les montants par pays correspondent au total des dépenses de coopération technique, des prêts d'APD et d'aide non remboursable (y compris les activités préalables à l'accord de don)



\* Hors coopération technique multi-pays et multilatérale

L'efficacité d'un tel système lui permettra de progresser régulièrement dans la réalisation du plan d'action de Yokohama.

## Questions et actions prioritaires

### Engagement international visant à doubler l'APD en Afrique d'ici 2012

Le gouvernement japonais a annoncé qu'il s'engageait devant la communauté internationale à doubler son aide

publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique d'ici 2012, dernière année du processus de la TICAD IV. Conformément à cet engagement, et compte tenu des objectifs du plan

d'action de Yokohama adopté lors de la TICAD IV, la JICA réalise une étude approfondie des besoins d'aide globaux pour mieux cibler l'affectation des ressources de l'aide, de manière à

obtenir des résultats tangibles d'ici 2012.

Parmi les initiatives expressément conçues pour accélérer la croissance africaine, citons 1) la mise en place d'infrastructures de base dans les transports, les télécommunications et l'énergie ; 2) l'élaboration de cadres régissant le commerce et les investissements, afin de tirer la croissance ; 3) la relance de l'agriculture, qui fait vivre

environ 70 % de la population africaine ; et 4) le développement des ressources humaines nécessaires pour instaurer et entretenir la croissance économique, l'accent étant mis sur l'enseignement scientifique, mathématique et technique.

De plus, il est indispensable de renforcer l'autonomie des Africains pour contribuer au maintien de la paix, soutenir la croissance et faire reculer la

pauvreté d'un bout à l'autre de ce continent. Il importe ainsi de fournir une aide fondée sur le concept de « sécurité humaine » : les individus doivent pouvoir ressentir directement les effets positifs de l'aide. Parallèlement, les risques inéluctablement liés au changement climatique constituent une menace pour le développement africain. La prise en compte de ces risques constitue un autre enjeu crucial.

## Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

### ■ Kenya

#### Soutenir l'infrastructure économique et le développement agricole

Ce pays qui joue un rôle de premier plan en Afrique de l'Est affiche une forte croissance économique depuis l'an 2000. Or l'infrastructure économique kenyane - réseau électrique, routes, ports... - reste entièrement à développer. De plus, l'agriculture kenyane, qui fait vivre environ 60 % de la population, est très vulnérable à la sécheresse et à d'autres aléas climatiques. Cette situation doit absolument être prise en compte si l'on souhaite stabiliser l'approvisionnement alimentaire et accroître les revenus des agriculteurs. Soucieuse de promouvoir la croissance économique kenyane par le dévelop-

pement des infrastructures, la JICA lance un programme d'amélioration de la production et du transport d'électricité. Parallèlement, pour améliorer la qualité de vie des populations vivant dans les régions arides du Kenya, la JICA réalise un projet de développement agricole communautaire des terres semi-arides. Elle appuie également un programme d'autonomisation des petits exploitants : il s'agit de mettre en place des activités génératrices de revenus et de soutenir l'horticulture et la riziculture. Par des efforts de ce type, la JICA contribue au développement agricole du Kenya.

### ■ Tanzanie

#### Miser sur le développement agricole pour réduire la pauvreté

En Tanzanie, l'agriculture représente

environ 45 % du PIB et 40 % des exportations, et emploie les deux tiers de la population active. Le pays place le développement de l'agriculture au centre de ses efforts pour accélérer la réduction de la pauvreté et stimuler son essor économique. Dans cette optique, depuis 2006, le gouvernement tanzanien et les pays donateurs réalisent conjointement un programme de développement du secteur agricole en Tanzanie. À l'heure actuelle, le Japon et d'autres pays donateurs collaborent avec les instances gouvernementales tanzaniennes concernées pour promouvoir le développement de ce secteur-clé. Ces instances sont les suivantes : (1) ministère de l'Agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives; (2) ministère du Dévelop-

### Exemple

#### Ouganda

##### Programme de réhabilitation du nord de l'Ouganda

**La JICA combine aide humanitaire d'urgence et aide au développement, pour que la région puisse se relever du chaos semé par la guerre civile**

La guerre civile qui a sévi pendant de longues années a considérablement retardé le développement des secteurs sociaux et la mise en place d'infrastructures, surtout dans le nord de l'Ouganda. Récemment, la déportation des forces antigouvernementales a permis de réduire peu à peu l'insécurité qui règne dans cette partie du pays. Les habitants de la région s'efforcent à présent de retrouver une vie normale. L'éventail de moyens mis en œuvre pour soutenir leurs efforts va de l'aide humanitaire d'urgence aux activités de développement. Toutefois, l'appui fourni par divers organismes d'aide au développement ne suffit pas à couvrir la diversité et l'ampleur des besoins de ce pays.

La JICA a réalisé des études pour déterminer l'orientation des futures activités d'aide dans le nord de l'Ouganda. D'après ces études, les personnes déplacées - qui seraient près de deux millions - commencent à réintégrer leur village d'origine, où les conditions de vie sont très défavorables. On signale notamment l'état déplorable des infrastructures routières, facteur qui entrave les activités sociales et économiques au sein de la région et les échanges avec les régions voisines, et empêche le retour et la réinstallation des populations déplacées. Ceux qui parviennent à rentrer chez eux ne trouvent ni emploi ni conditions de logement acceptables. Il est donc indispensable de mettre en place les infrastructures de base, les services publics, les secteurs sociaux, ainsi que les marchés nécessaires à leur vie quotidienne. Pour y contribuer et permettre à ces populations de rentrer chez elles avec un sentiment de sécurité, la JICA fournit

une aide à la reconstruction axée sur la revitalisation des communautés et le rétablissement des fonctions administratives des collectivités locales. De plus, l'Agence soutient le développement de communautés où règne l'équité, et au sein desquelles un nombre croissant d'Ougandais du nord puisse jouir de la paix après toutes ces années de guerre civile.



Camion renversé sur une route défoncée

pement pastoral et de la pêche ; (3) ministère de l'Industrie, du commerce et du marketing ; (4) ministère des Ressources en eau et de l'irrigation ; et (5) Cabinet du Premier ministre, administration régionale et autorités locales. Dans le cadre de ce programme, la JICA continuera à fournir à la Tanzanie une aide axée sur la formulation et l'administration de politiques, la gestion de l'eau et le développement de l'irrigation, le développement des ressources humaines, et l'amélioration et la diffusion de techniques de production rizicole.

### ■ Ouganda

#### **Stimuler la croissance économique**

L'économie ougandaise a longtemps subi les conséquences de la guerre civile. Après la cessation des hostilités, le pays a promu énergiquement des politiques d'ajustement structurel visant à réduire les effectifs militaires et le nombre de fonctionnaires, et à libéraliser le marché des produits agricoles dans son ensemble. Ces politiques associées à d'autres mesures ont permis à l'Ouganda d'enregistrer une croissance économique de 6 % par an en moyenne durant la décennie 1990. Ces taux de croissance se sont maintenus depuis, et les tendances macro-économiques affichent une stabilité croissante. Depuis quelques années, le gouvernement ougandais mise sur un supplément de croissance économique par l'amélioration des capacités de gestion économiques, de la productivité et de la compétitivité à l'échelle nationale, et sur l'accroissement des revenus de sa population ; il est en effet convaincu que l'accélération de la croissance est indispensable pour réduire la pauvreté. Dans cette optique,

il privilégie la modernisation de l'agriculture et l'aménagement d'infrastructures de base. En Ouganda, la JICA apporte une aide axée sur des projets de coopération technique, tels que le projet de soutien à la riziculture et le projet d'amélioration de l'approvisionnement en électricité.

### ■ Soudan

#### **Soutien à l'instauration d'une paix durable après des années de conflits internes**

La population de ce pays, le plus vaste du continent africain, se compose de nombreuses ethnies ; le nord est peuplé majoritairement d'Arabes, le sud de populations noires. Aux prises avec de multiples problèmes étroitement imbriqués - différences religieuses et ethniques, disparités régionales, conflits autour des ressources pétrolières, rivalités politiques... - ce pays a toujours connu des conflits internes. Et ce bien avant la seconde guerre civile soudanaise, à laquelle la signature d'un accord de paix a mis un terme en 2005. Or, les services sanitaires, éducatifs et autres ont totalement cessé de fonctionner au fil des conflits successifs. Certaines régions du pays ont un niveau de vie parmi les plus faibles au monde, et nombre de Soudanais ont toujours beaucoup de mal à subvenir à leurs propres besoins. Les hostilités persistent, notamment au Darfour, et le nombre de personnes déplacées à l'intérieur des frontières est en constante augmentation. Conformément à la Charte de l'APD du Japon, qui pose comme principe la consolidation de la paix, et dans une perspective de sécurité humaine, la JICA contribue activement à l'instauration d'une paix durable au Soudan. Dans ses actions, elle privilé-

gie notamment l'aide aux réfugiés et aux victimes de la guerre, l'appui au rétablissement des secteurs sociaux et l'aide destinée à couvrir les besoins essentiels de l'être humain.

### ■ Éthiopie

#### **Amélioration de la productivité agricole et autres axes de l'aide au développement**

Deuxième pays d'Afrique par sa population (près de 80 millions de personnes), l'Éthiopie possède une économie fortement tributaire des produits primaires. De fait, le secteur agricole éthiopien emploie environ 85 % de la population active, et il représente 40 % du PIB et plus de 90 % de l'ensemble des exportations. Grâce aux gains de productivité agricole dus aux conditions climatiques relativement favorables ces dernières années ainsi qu'à l'utilisation accrue d'engrais, l'Éthiopie a enregistré des taux de croissance économique de 10 % par an (voire plus) ces quatre dernières années. Toutefois ce pays, dont le nom reste pour beaucoup synonyme de pauvreté et de famine, est confronté à de nombreux problèmes de sécurité humaine. Le gouvernement éthiopien a donc choisi de s'atteler en priorité au traitement des problèmes de sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. La JICA assure une aide dans différents domaines : développement agricole et rural - et notamment amélioration de la productivité agricole -, accès à de l'eau salubre, développement de l'infrastructure socio-économique, éducation. Parallèlement à cet appui continu, la JICA a engagé des initiatives pour permettre le développement d'autres secteurs que l'agriculture.

### Exemple

#### **Kenya**

#### **Gestion des inondations dans le bassin du fleuve Nyando**

##### **Aider la région à se remettre des dégâts causés par les inondations répétées**

Le bassin du Nyando, qui arrose l'ouest du Kenya, est constamment inondé à la saison humide. Ce phénomène a des conséquences désastreuses pour les habitants et pour l'économie de la région, qui passe pour l'une des plus déshéritées du Kenya. Ces dernières années, la baisse du prix du sucre - le produit phare de la région - et le recul de la production rizicole ont installé l'économie

régionale dans la stagnation. Ainsi, les inondations répétées empêchent les habitants de la région de sortir de la pauvreté.

Dépourvu d'organisme gouvernemental spécialisé dans la gestion des inondations, le Kenya n'est pas jusqu'ici parvenu à mettre en œuvre des mesures de lutte contre ce fléau. Pour l'aider à y remédier, la JICA s'appuie sur une étude relative à la gestion intégrée des inondations dans le bassin du fleuve Nyando. Cette étude préconise les initiatives suivantes : 1) préparation d'un plan directeur pour une gestion intégrée des inondations dans le bassin du fleuve Nyando ; 2) renforcement des capacités du personnel des organismes d'exécution dans les différentes phases de préparation du plan ; et 3) promotion des mesures de

lutte contre les inondations au niveau communautaire. S'agissant des initiatives 2) et 3), la JICA a contribué à l'organisation d'une structure baptisée « Nyando River Forum » (Forum du fleuve Nyando), regroupant des entités administratives et universitaires, des ONG, des entreprises privées et des organisations de résidents. L'Agence kenyane de gestion des ressources en eau a salué l'efficacité et l'importance du Forum du fleuve Nyando. Forts de ce succès, les différents acteurs étudient la manière dont l'Association des usagers de l'eau pourrait poursuivre ses activités, pour permettre aux habitants du bassin du Nyando de décider eux-mêmes des mesures de lutte à mettre en œuvre contre les inondations.

## ■ **Zambie**

### **Venir en aide aux plus démunis**

Bien que partageant ses frontières avec huit pays, la Zambie n'a connu ni guerre civile ni conflit armé avec un pays voisin depuis son accession à l'indépendance. L'économie nationale, soutenue par la production de cuivre – le principal bien d'exportation – et par les industries du tourisme et du bâtiment, a connu une croissance régulière. Toutefois, les fruits de cette croissance n'ont pas été répartis équitablement au sein de la population. Cette réalité se reflète dans les chiffres suivants : l'espérance de vie moyenne des Zambiens n'atteint pas 40 ans, et plus de 60 % d'entre eux vivent avec moins d'un dollar par jour. De surcroît, le taux de prévalence du VIH/sida chez les adultes est de 16,5 %. C'est l'une des raisons qui expliquent le nombre élevé d'orphelins mineurs (estimé à plus de 700 000). Face à cette situation, la JICA met en œuvre un Programme de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose, et elle assure un soutien au développement autonome des zones rurales. Ces projets lui permettent de venir en aide aux Zambiens les plus démunis.

## ■ **Mozambique**

### **Étendre la portée de l'aide dans de nombreux domaines**

En 1992, le Mozambique a salué la fin de la guerre civile qui l'ensanglantait depuis 17 ans. Tandis que la paix progressait et se consolidait, l'économie du pays enregistrait des taux de croissance annuels de l'ordre de 7 % à la fin des années 1990. Depuis que la JICA a ouvert un bureau au Mozambique en avril 2003, le volume de l'aide japonaise en direction de ce pays est allé croissant. En 2008, la JICA a lancé des projets ciblant en priorité les zones rurales, dans des domaines comme l'éducation, les services de santé, l'agriculture, les res-

sources hydriques, les infrastructures de transport et les technologies de l'information et des communications. À l'avenir, la JICA poursuivra ses activités au Mozambique pour aider ce pays à consolider sa croissance économique et à réduire la pauvreté.

## ■ **Madagascar**

### **Soutien à l'accroissement de la production alimentaire et au développement des infrastructures de transport**

Madagascar a connu la stagnation jusqu'au milieu de la décennie 1990. Cette situation était due à des troubles politiques, et aux politiques économiques inadéquates menées dans ce pays depuis l'indépendance. Dès 1996, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont commencé à accorder à l'État malgache des facilités d'ajustement structurel. Ce soutien financier lui a permis d'obtenir une certaine stabilisation macroéconomique. Toutefois, les conflits internes qui ont éclaté lors des élections présidentielles de 2001 ont exacerbé les tensions sociales, et pesé très lourdement sur l'économie nationale : en 2002, l'île accusait une croissance négative de -12,7 %. Pour enrayer cette spirale, le gouvernement malgache a formulé en 2003 un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), avant d'annoncer en 2004 son plan de développement national baptisé « Madagascar naturellement ! ». En 2006, toutes ces mesures à long terme ont été réunies dans le Plan d'action pour Madagascar (Madagascar Action Plan ou MAP), qui sera mis en œuvre de 2007 à 2012. Soucieuse d'aider ce pays à réaliser les objectifs du MAP, la JICA lui assure une aide visant à accroître la production alimentaire et à développer les infrastructures logistiques et de transport.

## ■ **Angola**

### **Appui à l'amélioration de la qualité des services sanitaires et médicaux via le développement des ressources humaines**

Après son accession à l'indépendance en 1975, cette ancienne colonie portugaise a sombré dans la guerre civile. Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA)\* et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA)\*\* ont signé en 2002 un mémorandum d'entente pour un accord de cessez-le-feu, mettant fin de facto à 27 années de conflit interne. Par la suite, le désarmement et la démobilisation des forces anti-gouvernementales ont progressé, ce qui a favorisé la réconciliation et la reconstruction nationales. Cela étant, après des années de guerre civile et d'incurie, l'Angola est confronté au délabrement de ses installations et de ses équipements médicaux, et à une pénurie de personnel soignant. Le pays n'est donc pas en mesure de répondre aux besoins de sa population en matière de services sanitaires et médicaux. Face à cette situation, le gouvernement angolais a élaboré un Plan quinquennal de développement sanitaire (2005-2009). Ce plan prévoit la formation de personnel et le développement d'installations nécessaires pour assurer services médicaux et soins de santé. En accord avec les efforts du gouvernement angolais, la JICA contribue à l'amélioration des services sanitaires et médicaux via des programmes axés sur le développement des ressources humaines dans les secteurs concernés.

\* MPLA: Movimento Popular de Libertação de Angola

\*\* UNITA: União Nacional para a Independência Total de Angola. Principale force d'opposition lors du conflit civil angolais.

## Exemple

### **Kenya**

#### **Construction de la centrale hydroélectrique de Sondu Miriu**

Le Kenya souffre d'une grave pénurie d'électricité. La population est souvent confrontée à des pannes électriques généralisées, et de nombreuses centrales sont contraintes de fermer. Les pénuries de courant constituent un sérieux frein à la croissance économique du pays. Le projet de construction de la centrale hydroélectrique de Sondu Miriu sur le fleuve Sondu (l'un des plus importants du

Kenya), a été proposé dans le cadre de l'étude de plan directeur réalisée pour un projet à fins multiples relatif au fleuve Sondu. La JICA a accordé des prêts d'un montant total de 18,1 milliards JPY pour la construction de cet ouvrage. Après le lancement du projet, une ONG inquiète de son impact potentiel sur l'environnement en a demandé l'interruption. Toutefois, le gouvernement kenyan et « Kenya Electricity Generating Company Limited », une compagnie de production d'électricité, ont appuyé conjointement la création d'un comité technique auquel participent des représentants des résidents, des ONG, des responsables administratifs locaux et des experts. Ce

comité s'est employé à établir un consensus entre les parties concernées, jouant ainsi un rôle moteur dans la promotion du projet. La nouvelle centrale hydroélectrique tant attendue, entrée en service en 2008, génère actuellement 5 % de l'électricité produite au Kenya. Elle mobilise l'attention, dans la mesure où elle contribue à résoudre les problèmes de pénurie électrique du pays.

Plus récemment, la JICA a soutenu le projet hydroélectrique de Sangoro, destiné à renforcer les capacités de la centrale de Sondu Miriu. Quand ce projet sera achevé, le Kenya devrait disposer d'une capacité de production électrique supplémentaire de 20 MW.

## ■ Ghana

### Soutien au développement de l'industrie et à la revitalisation des zones rurales

Le Ghana a célébré en 2007 ses 50 ans d'indépendance. Ce pays, qui espère accéder au statut de pays moyennement développé d'ici 2015, jouit d'une certaine stabilité politique et économique, et connaît une croissance régulière. Face à ces bons résultats, le Japon fournit au Ghana une assistance dans plusieurs directions, l'objectif ultime étant de réduire la pauvreté en jouant sur la croissance économique. L'aide de la JICA repose sur deux piliers : le développement de l'industrie et la revitalisation des zones rurales. Concrètement, dans une optique de sécurité humaine, la JICA s'emploie à mettre en place des conditions propices à une réduction ultérieure de la pauvreté, à l'atténuation des disparités régionales et à la poursuite de la croissance économique. À cet effet, l'Agence soutient le développement des capacités de l'administration publique dans le Haut Ghana occidental ; dans cette région septentrionale du Ghana, les indicateurs relatifs aux soins de santé sont particulièrement médiocres. Ce projet vise à améliorer les services sanitaires de base dispensés par le personnel infirmier local, et à renforcer l'accès à ces services pour les plus démunis.

## ■ Nigeria

### Aide au développement favorisant notamment l'accès à l'éducation primaire

Vaste pays, le Nigeria compte pas moins de 140 millions d'habitants.

Or, 70 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté d'un dollar par jour.

Outre ce taux de pauvreté élevé par rapport à d'autres pays africains, le Nigeria affiche d'importantes inégalités entre les sexes, qui se reflètent dans les taux d'alphabétisation des adultes, les revenus estimatifs et la représentation parlementaire. Par ailleurs, ce pays a beau être le plus grand producteur de pétrole africain, les revenus tirés des exportations de brut sont répartis très inégalement au sein de la population ; c'est l'une des conséquences de la dictature militaire qui y a longtemps régné. Le Nigeria n'a donc pas été capable de réduire la pauvreté et de développer suffisamment ses infrastructures. Toutefois, l'administration actuelle a engagé des efforts en vue de développer son économie, en se focalisant sur sept enjeux prioritaires : 1) mesures d'urgence dans le domaine énergétique ; 2) sécurité humaine appliquée aux personnes et aux biens ; 3) réforme agraire ; 4) valorisation des ressources humaines ; 5) obligation scolaire pour les enfants ; 6) création de richesses et réduction de la pauvreté ; et 7) développement des infrastructures de transport. En collaboration

avec le gouvernement nigérian, la JICA soutient le développement économique national par des programmes axés notamment sur la généralisation de l'enseignement primaire et sur l'autonomisation des femmes.

## ■ Sénégal

### Soutenir l'amélioration des services sanitaires et éducatifs et de l'éducation de base

De nombreux pays d'Afrique occidentale sont confrontés à des difficultés dues au manque de ressources humaines et financières, et à la faiblesse des structures organisationnelles. Ils ont du mal à faire face aux besoins dans les domaines suivants : accès à l'eau potable, éducation de base, amélioration de l'assainissement, protection de l'environnement, amélioration des moyens d'existence des petits agriculteurs et pêcheurs. Autant de domaines sur lesquels la JICA concentre ses programmes d'aide. Le Sénégal est également concerné. Le gouvernement sénégalais a adopté en l'an 2000 un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) visant à réduire ce fléau de moitié à l'horizon 2015. Ce CSLP a été finalisé en 2002, et un deuxième a vu le jour en 2007. Conformément à la politique du gouvernement sénégalais, la JICA assure une aide au développement dans divers domaines, dont l'accès à l'eau potable, les services sanitaires et médicaux, l'éducation de base et la sécurité alimentaire.

## Exemple

### Zambie

#### Projet de développement villageois participatif dans les zones isolées

##### Petits agriculteurs isolés : efforts d'auto-développement et d'amélioration des moyens d'existence

Située en Afrique australe, la Zambie est un pays enclavé. Plus de 60 % de sa population vit en état de pauvreté. Dans les zones rurales, la pourcentage d'habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté national atteint même 70 %. L'agriculture zambienne possède une structure hiérarchique à deux niveaux. Le niveau inférieur, qui rassemble 90 % des ménages agricoles, est constitué de petites exploitations de cultures vivrières, tandis que le niveau supérieur comprend des exploitations de moyenne à grande taille dont la production est destinée à l'exportation. Pour réduire la pauvreté dans ce pays, il est essentiel de promouvoir un développement rural qui profite aux petites exploitations agricoles situées dans des zones reculées et confrontées à des conditions très difficiles.

Au début de la décennie 2000, les conditions

d'exploitation se sont sensiblement dégradées pour les petits agriculteurs : hausse des prix des intrants agricoles, suppression des subventions et impossibilité de recourir aux services d'organismes privés dans les zones difficiles d'accès. Un projet de développement villageois participatif dans les zones isolées a vu le jour pour tenter de remédier à cette situation. Par le biais de petits projets (micro-projets) visant à favoriser l'autonomie des agriculteurs, la JICA assure un appui dans les domaines suivants : formation de vulgarisateurs agricoles chargés de piloter le développement participatif, et introduction de techniques d'agriculture durable.

Principale caractéristique du projet : les habitants des zones reculées prennent en main la conduite des activités – de leur planification à leur exécution – et l'extension ultérieure du projet. Par exemple, des agriculteurs peuvent arrêter leur choix sur un produit local qui leur semble présenter un intérêt commercial, puis en assurer eux-mêmes la commercialisation. Ils peuvent prendre conscience des ressources qui



Les agriculteurs apprennent à reconnaître et à valoriser eux-mêmes les ressources locales.

sont les leurs et les mettre à profit pour améliorer leurs conditions de vie, pour s'atteler ensuite aux autres problèmes à résoudre. De telles activités peuvent contribuer à accroître les revenus des communautés rurales et à réduire la pauvreté. Devant le succès rencontré par ce projet, beaucoup sont impatients de voir l'approche qu'il préconise étendue à d'autres zones défavorisées.



## ■ République démocratique du Congo (RDC)

### Aide à la reconstruction engagée par la nouvelle administration

En 2007, à l'issue des premières élections nationales organisées en République démocratique du Congo (RDC) depuis l'indépendance du pays, une nouvelle administration a été mise en place. Le gouvernement japonais a annoncé son intention de fournir, par le biais d'organisations internationales, une aide humanitaire et des secours d'urgence au Congo oriental, où des forces antigouvernementales continuent d'attiser les conflits. Par ailleurs, le Japon souhaite étendre ses programmes bilatéraux de reconstruction et d'aide au développement dans la partie occidentale du pays, où se situe la capitale, Kinshasa. Dans cette optique, la JICA a opté pour des projets d'urgence visant à consolider la paix et à reconstruire le pays rapidement ; ces projets permettent en effet d'agir avec souplesse et rapidité. Concrètement, l'Agence a décidé d'appliquer un système de mise en œuvre accélérée\*, ce qui permet de déclencher des procédures simplifiées et de bénéficier d'une excellente coordination des organismes apparentés dans l'exécution des projets. De plus, en août 2007, la JICA a ouvert un bureau sur le territoire congolais (bureau de la JICA en RDC). Ce nouveau bureau a lancé des projets en vraie grandeur pour aider le pays à instaurer une paix durable, développer son économie et élargir l'accès aux services sociaux de base.

### Extension régionale du mouvement « Un village, un produit » (OVOP) en Afrique

Le mouvement « Un village, un produit », né dans la préfecture d'Oita au Japon et considéré par de nombreux pays comme un moyen efficace pour revitaliser les zones rurales, gagne aujourd'hui du terrain en Afrique. Plus particulièrement, le Malawi a lancé un projet destiné à soutenir un bureau de l'OVOP en 2005. Il s'efforce depuis d'accélérer la mise en place des structures nécessaires. Par ailleurs, lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) en mai 2008, le Japon a déclaré vouloir fournir une aide globale pour appuyer les initiatives OVOP en Afrique. Jusqu'ici, la JICA a mené des études et organisé des ateliers pour préparer le lancement de programmes OVOP dans différents pays africains. Le déploiement de ces programmes en vraie grandeur au Kenya, en Ouganda, au Mozambique, en Éthiopie, au Nigeria et au Sénégal a commencé en 2009. Par ailleurs, depuis l'exercice 2007, la JICA invite des responsables administratifs originaires de pays africains dans la préfecture d'Oita, au Japon. Les intéressés y suivent un stage de formation d'un mois pour se familiariser avec le mouvement OVOP. Le programme OVOP apprend aux habitants d'un village à exploiter les ressources propres à leur région pour développer un produit original. Ainsi, des produits le plus souvent uniques en leur genre font leur apparition sur le marché. À l'heure actuelle, les produits africains sont plutôt rares au Japon, mais des marchés d'un genre nouveau vendant des produits africains pourraient voir le jour dans l'archipel nippon. Cela dit, le programme OVOP n'est pas censé produire des résultats visibles à court terme. La réussite d'un tel programme tient plutôt à la mise en place d'un soutien à long terme, et à l'implication volontaire des membres de la communauté dans ces activités. Inutile de préciser que le contexte et les situations varient d'un pays africain à l'autre. Par conséquent, la JICA adapte ses programmes OVOP aux différents pays, tout en continuant à propager le concept « Un village, un produit » sur le continent africain, en collaboration avec d'autres pays donateurs et des ONG.



Exposition-vente de produits dans un magasin OVOP



Sculpture d'un animal en bois

\* Ce système qui s'appuie sur des procédures simplifiées facilite et accélère la planification et l'exécution de projets d'urgence axés sur la consolidation de la paix et la fourniture de secours en cas de catastrophe naturelle de grande ampleur.

### Exemple

#### Projet régional Séminaire sur la protection de la forêt tropicale dans le bassin du Congo

##### Efforts pour préserver la forêt tropicale du Congo et sa biodiversité

La forêt tropicale humide du bassin du Congo, en Afrique Centrale, est la deuxième plus vaste au monde après celle d'Amazonie, en Amérique du Sud. Riche en biodiversité, ce bassin abrite une immense variété d'espèces animales et végétales, dont certaines en voie de disparition comme les gorilles de montagne ; il renferme quantité de ressources alimentaires et de quoi faire vivre les plus de 50 millions de personnes qu'abrite son territoire. Or, devant l'extension des terres agricoles liée à l'accroissement de la population, l'abattage illégal et les conflits internes, certains redoutent la disparition rapide des forêts tropicales du bassin du Congo.

Les vastes étendues de forêt tropicale, qui captent de grandes quantités de dioxyde de carbone, sont

en quelque sorte les « poumons » de la planète ; elles jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique.

La protection de ces forêts et de leurs écosystèmes est essentielle dans la prise en compte des problèmes environnementaux d'envergure mondiale. Durant l'exercice 2009, la JICA a commencé à accueillir au Japon des représentants de pays du bassin du Congo dans le cadre d'une formation sur la préservation des forêts. Cette proposition faisait suite à une demande formulée lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) qui s'est tenue à Yokohama en 2008. Lors d'un séminaire antérieur à ce programme de formation, les participants africains avaient fait le point sur l'état des problèmes environnementaux en Afrique, et divers pays africains avaient exprimé l'espoir que le Japon mette en œuvre une coopération. Outre ce programme de formation, un autre projet d'origine japonaise mobilise l'attention. Mené de concert avec l'agence japonaise pour la Science et la Technologie (JST) et le professeur Juichi Yamagiwa de l'École supérieure des sciences/faculté des sciences de l'université de Kyoto, ce projet concerne la Ré-

publique gabonaise, un des pays du bassin du Congo. Il se propose de préserver la biodiversité des forêts tropicales humides du bassin, par des tentatives de coexistence entre communautés humaines et vie sauvage. Ce projet unique en son genre doit aussi permettre à ses participants de mener des études scientifiques sur les gorilles de montagne et les forêts humides, et activer le développement de l'écotourisme en collaboration avec les ressortissants du bassin.



Les gorilles de montagne sont menacés d'extinction.

# Europe



**Le système d'aide du Japon encourage la consolidation de la paix et la réconciliation interethnique, tout en soutenant les efforts d'adhésion à l'Union européenne (UE)**

En Europe, de nombreux pays sont depuis longtemps aux prises avec leur développement socioéconomique. Certains des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui sont passés à l'économie de marché depuis 1989 ont réussi à intégrer l'UE. D'autres, en revanche, ont connu des conflits interethniques durant leurs luttes indépendantistes. Plusieurs d'entre eux subissent encore les séquelles de ces conflits, et peinent à mettre en place un développement économique s'inscrivant dans la durée. Dans les régions concernées, les actions visant à consolider la paix et à promouvoir la réconciliation interethnique sont essentielles pour instaurer la stabilité et la croissance économique.

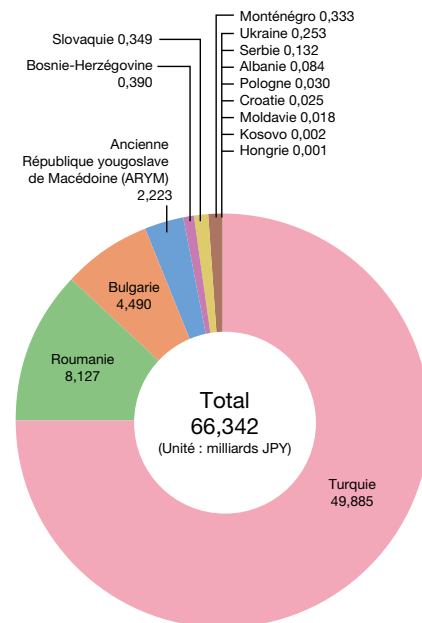
## Piliers de l'aide Appui à la consolidation de la paix et soutien au processus d'adhésion à l'UE

La JICA a commencé à déployer ses efforts d'aide en Europe après le « Sommet de l'Arche », sommet du Groupe des Sept (G7) qui s'est réuni à Paris en 1989. L'Agence entendait ainsi aider les pays de l'ancien bloc de l'Est et les nouveaux États indépendants issus de la défunte Union soviétique à mener à bien leur transition vers la démocratie et l'économie de marché. Depuis 1993, année où l'UE a officiellement été créée, plusieurs pays de l'ancien bloc de l'Est ont réussi à en devenir membres et à mettre en place une économie de marché. En 2004, l'Union européenne a connu sa plus grande vague d'élargissement à ce jour, avec l'arrivée en son sein des quatre pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie), des trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), de la Slovénie, de Malte et de Chypre. En 2007, la Roumanie et la Bulgarie y entraient à leur tour. Ces pays ont été retirés de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement (CAD) en 2006, accédant ainsi au statut de « pays émancipés de l'aide ». Si certains projets financés par des prêts d'APD y sont encore en cours, la coopération technique y a pris fin durant l'exercice 2008. Dans la région des Balkans occidentaux, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie a déclenché plusieurs conflits interethniques majeurs durant les années 1990. Si la phase de relèvement et de reconstruction progresse, la région continue d'afficher des

taux de chômage très élevés, de l'ordre de 10 % à 40 %. De plus, les rivalités interethniques persistent, et de nombreux autres problèmes – dont la question de l'indépendance du Kosovo – restent en suspens. Il est donc primordial de poursuivre l'aide à cette région pour l'aider à reconstruire son économie et à rejoindre l'UE. L'Ukraine et la Moldavie occupent une situation géopolitique essentielle, à la jonction de l'Europe et de la Russie. Ces deux pays s'efforcent d'accélérer leur développement et d'accéder à l'indépendance économique. La Moldavie, dont le revenu national brut (RNB) par habitant ne dépasse pas 1 500 USD (Banque mondiale 2008), est le pays le moins développé d'Europe ; les besoins d'aide y sont d'autant plus importants. Quant à l'Ukraine, elle a subi de plein fouet les effets de la crise financière mondiale qui a démarré en 2008. Cette situation a mis en lumière l'importance de l'aide internationale pour contribuer à prévenir les crises financières dans les nouvelles économies émergentes. Dans le classement de la nouvelle JICA, la Turquie est rattachée à l'Europe ; cette modification prend en compte son statut officiel de pays candidat à l'UE. Ainsi, les opérations européennes de la JICA englobent aujourd'hui l'Europe orientale, la région des Balkans occidentaux, certains pays de l'ex-bloc soviétique et la Turquie.

### Répartition de l'aide de la JICA en Europe (Exercice 2008)

Les montants par pays correspondent au total des dépenses de coopération technique, des prêts d'APD et d'aide non remboursable (y compris les activités pré-alables à l'accord de don).



\* Hors coopération technique multi-pays et multilatérale.

## Questions et actions prioritaires

### Maximiser l'efficacité des efforts déployés pour aider les pays à s'émanciper de l'aide

En Europe, la JICA dispense actuellement une aide à 12 pays partenaires, dont le Kosovo. Beaucoup de ces pays

affichant un niveau de revenu comparativement élevé, la plupart des programmes d'aide non remboursable y sont achevés (sauf ceux qui concernent la culture) ; les programmes se concentrent aujourd'hui sur la coopéra-

tion technique et les prêts d'APD.

La JICA assure une coopération technique dans dix pays, et des prêts d'APD sont en cours ou programmés dans huit pays au total. Les six pays d'Europe orientale (Pologne, Hongrie,